

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 52
Excusés : 13
Absents : 7

REUNION DU 17 DECEMBRE 2018

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE DIX HUIT**, le **LUNDI DIX-SEPT DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **ONZE DECEMBRE DEUX MILLE DIX HUIT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS :

M. AMARI Farid, M. ASENSI François, M. ARDJOUNE Madani, M. ATTIORI Olivier, Mme AUTAIN Clémentine, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BOUMEDJANE Karim, M. CANNAROSSO Frank, M. CARRE Julien, M. CHABANI Hamid, Mme COCOZZA Merzouba, Mme COMAYRAS Christine, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, M. HOPPE Yannick, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, Mme MABCHOUR Najet, M. MAHMOUDI Yacine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, M. MARIOT Claude, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, Mme MOREIRA Véronique, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ARAB Dalila, M. CAHENZLI Denis, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DELMAS Anne-Marie, Mme ELSODY Arhella, M. GATIGNON Stéphane, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. MIGNOT Didier, M. SALINI Stéphane, Mme SEGURA Angela, Mme VANDENABELLE Bernadette,

**AYANT DONNE
POUVOIR A**

Mme MOREIRA Véronique, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. HOPPE Yannick, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, Mme PINHEIRO Amélie, M. BAILLON Jean-François, Mme COCOZZA Merzouba, Mme MABCHOUR Najet, Mme LAGARDE Aude, M. MONTES Mathieu, M. AMARI Farid, M. CARRE Julien, M. ZANGRILLI François.

ABSENTS

M. BARON Stéphane, Mme BOUR Patricia, M. FERREIRA Lino, M. GRAMFORT Mathieu, M. NICOLAS Frédéric, Mme SAGNA Fatou, M. WATTEZ Robert.

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Najet MABCHOUR

DELIBERATION N°130 – URBANISME – DELEGATION DU DROIT DE PRIORITE RELATIF A LA VENTE DES PARCELLES I35 ET I72, SITUEES A DUGNY

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Séverine LEVE,

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article 5219-1 et suivants,

Vu les dispositions du code de l'urbanisme et notamment l'article L.240-1 et suivants,

Vu la délibération de Paris Terres d'Envol en date du 20 mars 2017 portant délégation du droit de préemption urbain à la commune de Dugny,

Vu la délibération de la commune de Dugny en date du 11 décembre 2017 approuvant le principe d'acquisition des parcelles I72 pour partie et I35 et autorisant le maire à effectuer les démarches nécessaires,

Considérant que l'Etat, via les Ministères de la Défense et de l'Intérieur est propriétaire, sur le territoire de la commune de Dugny de parcelles sises respectivement rue Normandie Niemen et rue du Colonel Rozanoff, sur lesquelles sont aujourd'hui érigés des habitations composées de trois immeubles et de 6 pavillons pour l'une et de 20 maisons individuelles pour l'autre, constituant au total un ensemble foncier d'environ 13 500 m² (4 741 m² pour parcelle I72 dite « Normandie Niemen » et 8 497 m² pour la parcelle I35 dite « Rozanoff ») ;

Considérant que depuis plusieurs années déjà, le nombre de résidents de cet ensemble immobilier est en constante diminution, suite à des départs en retraite ou encore des mutations ;

Considérant que ces parcelles présentent une opportunité pour la commune de Dugny d'y faire réaliser de nouveaux programmes immobiliers contribuant à augmenter et diversifier l'offre de logements sur la commune, ainsi qu'à participer à la nouvelle organisation urbaine du fait de leur situation en interface du centre-ville, du parc de l'Aire des Vents, des emprises aéroportuaires et du futur quartier du village des médias qui verra le jour pour les JOP 2024,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181217-130-17-12-2018-
DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

Considérant que les cessions des biens de l'Etat font l'objet d'une procédure particulière dite du « droit de priorité » qui vise à proposer en amont aux collectivités (communes ou établissements publics de coopération intercommunale) tout projet de cession envisagé par l'Etat et ses établissements publics visés expressément par ce mécanisme avec pour objectif de simplifier les procédures en évitant l'organisation inutile des opérations de cession lorsque la commune décide de faire jouer ce droit ;

Considérant que la commune de Dugny a engagé des négociations pour l'acquisition de ces biens dans le cadre de sa politique de l'habitat ;


Considérant que c'est dans la perspective de la mise en œuvre future du droit de priorité par l'Etat que la Ville de Dugny a été appelée à faire connaître prioritairement sa position quant à cette cession ;

Considérant que le droit de priorité reste à ce jour de la compétence de l'EPT Paris Terres d'Envol mais que l'article L.240-1 du code de l'urbanisme l'autorise à déléguer à la commune de Dugny l'exercice de ce droit, compte tenu de l'urgence pour la commune de se porter acquéreur de ce foncier d'Etat ;

Après en avoir délibéré :

- **Délègue** l'exercice du droit de priorité conformément à l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme à la commune de Dugny à l'occasion de l'aliénation des biens cadastrés I35 et I72 pour partie, aujourd'hui propriétés de l'Etat.
- **Précise** que la commune de Dugny devra notifier, par lettre simple, à l'EPT Paris Terres d'Envol, une copie de la lettre des services de l'ETAT faisant jouer ce droit de priorité quand elle en sera destinataire.

Adopté à l'unanimité



Le président
Bruno BESCHIZZA